

Financer & Garantir



Créer ou Reprendre



Gestion des difficultés



Se désabonner



HUMEUR DE DIRIGEANT

par Patrick C. Michel

L'Europe doit réactualiser son logiciel

Au lendemain des élections Européennes le nouveau parlement devra passer par la case des alliances, pour fonctionner correctement.

En effet, s'ils constituent toujours les principales forces de l'hémicycle, les deux grands partis traditionnels (PPE et S&D) ne disposent plus de la majorité en raison de la poussé des eurosceptiques et des verts.

Pour l'heure l'instant est aux tractations, pour savoir quelles formations pourront travailler ensemble !

Bien au-delà du contexte politique de chaque état membre, la lecture de ces élections nous enseigne la nécessité pour l'Europe de se réinventer.

En effet, Brexit et avancée des partis populistes est bien la démonstration d'une perte de confiance dans l'institution, qui pourrait si l'on n'y prend garde déboucher sur une crise bien plus grave.

Aussi, il serait judicieux de ne pas faire supporter tous les maux français à l'Europe, car nous avons notre part de responsabilité dans le contexte actuel.

En France, l'épisode gilets jaunes, la désaffection pour une grande partie de la classe politique et la croissance du score du RN, est bien la preuve que la contestation progresse depuis plusieurs années.

Autant de raisons pour laquelle notre économie doit être forte et notre gouvernance adaptée aux classes populaires, au sens sociologique.

Aussi, à l'heure d'une économie mondialisée ou les tensions entre Etats-Unis, Chine et Russie sont de plus en plus présentes, comment pourrait-on tourner le dos à l'une des principales puissances commerciales mondiales sans être isolé comme le souhaite les eurosceptiques ?

Il serait toutefois nécessaire que l'Europe réactualise son logiciel, car une de ses vocations 1ères qui est de protéger et favoriser le progrès économique et social entre ses membres est aujourd'hui obsolète.

TABLEAU DE BORD

SMIC brut mensuel (35H) au 1 ^{er} /01/19	1 521,22 €
Plafond micro-entreprises (BIC) Plafond micro-entreprises (BNC)	170 000 € 70 000 €
Micro fiscal Prestations BNC Micro fiscal BIC	33 200 € 82 800 €
Limites régime simplifié imposition (RSI)	
- BIC (ventes de marchandises) - BNC (prestation de service)	789 000 € 238 000 €
Taux d'intérêt légal (1 ^{er} Semestre 2019)	0,86 %
Taux d'usure (découvert en compte) au 01/01/2019	13,93%
Taux de base bancaire (selon établissement)	6,60 %
Plafond mensuel sécurité sociale 2019	3 377 €

BAREME KILOMETRIQUE 2019

Nb de CV	< 5 000 km	5 001 à 20 000 km	> 20 000 km
3 CV	0,451 x d	(0,270 x d) + 906	0,315 x d
4 CV	0,518 x d	(0,291 x d) + 1136	0,349 x d
5 CV	0,543 x d	(0,305 x d) + 1188	0,364 x d
6 CV	0,568 x d	(0,32 x d) + 1244	0,382 x d
7 CV et +	0,595 x d	(0,337 x d) + 1288	0,401 x d

FOCUS

Fraude les TPE également concernés

Phénomène qui touche de plus en plus d'entreprises, nous sommes tous concernés par le cyber risque. Usurpation d'identité, fraude externe ou interne, faux clients ou fournisseurs, hameçonnage, rançongiciel, autant de risques qui peuvent mettre en danger une entreprise, même les plus petites. Le cabinet ABD vient de mettre en place un service d'information pour accompagner les TPE. [Plus d'info](#)

CREATION OU REPRISE D'ENTREPRISES

- Evaluation, conseil et expertise de faisabilité
- Information juridique et fiscale
- Montage de dossiers
- Financement

Un accompagnement individuel dédié aux créateurs et repreneurs

☎ : 04.42.24.15.09

www.bde13.fr

PARTENAIRES INFOS

Financement spécial bâtiment

Lorsqu'on travaille dans le bâtiment, il n'est pas toujours simple de faire financer ses factures. Pourtant, il existe des solutions, dès lors ou l'on facture sous forme de situation de travaux ou de créances fermes, tant sur des marchés publics que privés. Spécialiste de ce type de financement, le cabinet ABD propose des solutions au forfait ou classique et même pour les entreprises en création. [Plus d'info](#)

Créateurs repreneurs d'entreprises : faire accompagner son projet (www.bde13.fr)

Créer ou reprendre une entreprise ne s'improvise pas, car une erreur d'appréciation peut avoir un impact significatif sur la pérennité et le développement de son activité. Depuis 2001 le pôle d'expertise du Bde13 (Bureau de Développement des Entreprises des Bouches du Rhône) propose aux porteurs de projets et repreneurs d'entreprises, un accompagnement individuel et personnalisé (juridique, fiscal, social financier...) qui permet de répondre aux différentes étapes de la création d'une entreprise. [Demande de contact](#)

Assurance contre les impayés

Se garantir pour éviter les impayés c'est possible, grâce à l'Assurance-crédit. Cet outil d'appréciation du risque permet au dirigeant prévoyant de prendre une bonne décision de gestion en actionnant tous les leviers, afin d'éviter des impayés qui mettraient en péril la pérennité de son entreprise. [Info : www.assurancecreditclient.fr](http://www.assurancecreditclient.fr)

Données conjoncturelles PACA

Dans le cadre d'un partenariat avec la Banque de France, nous vous proposons de prendre connaissance des dernières données économiques de la région PACA. [Lire la note](#)

TPE-PME : Soutien aux entreprises en difficultés

Dédié aux dirigeants de petites entreprises qui font l'objet de difficultés économique et financière, la vocation de www.tpepme.fr est d'apporter aux entrepreneurs un accompagnement et des réponses rapides et fiables en matière de traitement de difficultés. [En savoir plus](#)

Besoin de Trésorier : Réagir immédiatement

Généralement les difficultés se traduisent par une détérioration de trésorerie. Dès lors, l'utilisation du découvert bancaire et du report d'échéances semble être la solution, qui néanmoins n'est que temporaire. Pour permettre aux entrepreneurs de réagir rapidement HGF a mis en ligne un espace dédié aux difficultés d'entreprises, dont l'objectif est de conseiller, accompagner et assister les dirigeants dès l'apparition des premières complications, dans le cadre d'une procédure confidentielle et personnalisée. [Plus d'info](#)

FISCAL

Gérants et associés privilégiant les dividendes : la cotisation PUMA est revue à la baisse

La cotisation PUMA peut être due par les Gérants et associés qui, alors qu'ils ne perçoivent pas de rémunération, perçoivent par contre des dividendes,

des revenus fonciers, des BIC non professionnels, etc. [Lettre du gérant du 2 Lire la suite](#)

Des leviers fiscaux qui favorisent l'innovation dans les PME

Inciter les PME à innover afin de devenir plus compétitives est l'un des objectifs affichés du gouvernement. De nombreux leviers fiscaux vont donc dans ce sens. Explications. [Chef d'entreprise du 7 Lire la suite](#)

Votre entreprise peut-elle bénéficier du crédit d'impôt innovation ?

Vous souhaitez vous lancer dans un projet innovant ? Vous pouvez peut-être avoir droit au crédit d'impôt innovation. Extension du crédit d'impôt recherche, cette aide est destinée aux petites et moyennes entreprises. Quels projets sont éligibles à ce crédit d'impôt ? [Bercy info du 9 Lire la suite](#)

Micro-entreprise : que se passe-t-il quand vous dépassez le seuil de chiffre d'affaires ?

Pour bénéficier du régime de la micro-entreprise, vous ne devez pas dépasser un seuil de chiffre d'affaires qui varie selon votre secteur d'activité. Quels sont ces seuils ? Que se passe-t-il en cas de dépassement ? [Bercy info du 23 Lire la suite](#)

5 questions sur la cotisation foncière des entreprises (CFE)

Qu'est-ce que la CFE ? Qui doit la payer ? Comment est-elle calculée ? [Bercy info du 23 Lire la suite](#)

Soldes : les dates de l'été 2019 ont été fixées !

Les dates des soldes ne sont pas les mêmes pour tous. Quand démarrent-elles dans votre département ? [Bercy info du 28 Lire la suite](#)

Bercy prépare un nouvel arsenal contre la fraude à la TVA

Le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, va annoncer ce mercredi un ensemble de mesures visant à mieux lutter contre la fraude à la TVA. La France va transposer dès 2020 une directive européenne imposant aux plates-formes d'e-commerce d'être redevables de la TVA. [Les Echos du 29](#)

Taxe sur les véhicules des sociétés : êtes-vous concerné ?

Toutes les sociétés qui possèdent ou utilisent des voitures particulières ou à usage multiple sont redevables du paiement de la TVS. À quels véhicules s'applique-t-elle ? Quel est son montant ? Quand la payer ? [Bercy info du 29 Lire la suite](#)

SOCIAL

Prêt de main d'œuvre à but non-lucratif : comment bien l'organiser ?

Le dispositif du prêt de main d'œuvre a évolué ces dernières années, jusqu'aux Ordonnances Macron qui l'ont modernisé pour le rendre plus attractif. Néanmoins les conditions de recours sont strictes, et les sanctions lourdes. Il faut en maîtriser le cadre avant de se lancer dans ce type d'opération. [Chef d'entreprise du 2 Lire la suite](#)

Assurance-chômage des cadres : une nouvelle piste à l'étude

Edouard Philippe devrait présenter durant la seconde quinzaine de juin les arbitrages pour la réforme de l'assurance-chômage. Le gouvernement ne fait pas mystère de sa volonté de réduire les allocations des hauts revenus. Une nouvelle piste à l'étude consisterait à instaurer une indemnité dégressive avec le temps, mais uniquement pour les allocations au-dessus d'un certain seuil. [Les Echos du 16](#)

Heures supplémentaires pour les salariés du privé, comment ça marche ?

Au-delà de la durée légale hebdomadaire de travail, toute heure travaillée en plus est considérée comme une heure supplémentaire. Qui doit en bénéficier ? Rémunération, repos : quelles sont les compensations possibles ? [Bercy info du 16](#) [Lire la suite](#)

La sécurité sociale des indépendants

Le RSI est devenu la Sécurité sociale des indépendants en 2018. La période 2018-2020 est une période de transition. Découvrez les changements de l'année 2019. [Bercy info du 16](#) [Lire la suite](#)

Absentéisme au travail : les Français abusent des arrêts maladie

Selon un enquête IFOP x Securex qui s'intéresse de près aux raisons de l'absentéisme des Français, il apparaît notamment que 33% des arrêts maladies sont sollicités pour des raisons autres que la santé et dues à une situation complexe au travail. [Chef d'entreprise du 24](#)

Déclaration d'accident du travail : des règles plus souples entreront en vigueur le 1er décembre 2019

Un décret, publié au JO du 25/04/2019, apporte des assouplissements en matière de déclaration d'accident du travail par la victime et son employeur. [Légisocial du 27](#) [Lire la suite](#)

Congés d'été : quelles sont les obligations sociales et fiscales à anticiper ?

Les vacances d'été arrivent, avec elles souvent, la fermeture de l'entreprise. Attention à ne pas en oublier quelques obligations essentielles qui ne peuvent en aucun cas être reportées au retour de vacances ! [Artisans du 28](#) [Lire la suite](#)

JURIDIQUE

Le licenciement est sans cause réelle et sérieuse lorsqu'il est motivé par une demande de résiliation judiciaire

La Cour de cassation rappelle qu'un salarié ne peut se voir infliger la rupture de son contrat de travail en raison d'une précédente demande de résiliation judiciaire. [Légisocial du 8](#)

Projet de loi : des nouvelles mesures modifiant le droit des SARL

En discussion au Parlement depuis près de 5 ans, la proposition de loi de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés vient d'être adoptée en première lecture par les deux chambres. Elle contient plusieurs mesures concernant les SARL. [Lettre du gérant du 9](#) [Lire la suite](#)

Rompre un contrat si les objectifs commerciaux ne sont pas réalisés, est-ce possible ?

La Cour d'appel de Paris s'est prononcée le 13 mars 2019 sur une question très débattue : un fournisseur est-il en droit de mettre fin sans préavis au contrat d'un distributeur lorsque celui-ci n'atteint pas les objectifs commerciaux convenus avec le fournisseur ? [Chef d'entreprise du 9](#) [Lire la suite](#)

Factures et CGV : une nouvelle réglementation, de nouvelles mentions obligatoires, des sanctions (très) alourdies

Une ordonnance relative à la transparence, aux pratiques restrictives de concurrence et aux autres pratiques prohibées vient de modifier en partie la réglementation applicable aux factures et aux conditions générales de vente. [Lettre du gérant du 16](#) [Lire la suite](#)

Que risque un salarié à dénigrer son employeur ?

Entre liberté d'expression et lien de subordination, tout est affaire de mesure et de circonstances. La critique émise par le salarié peut, dans certains cas, l'exposer au risque d'une sanction patronale, y compris un licenciement pour faute grave. [Artisan du 30](#) [Lire la suite](#)

BANQUE/FINANCE

Financement des entreprises en PACA

Financer son projet de création ou de développement d'entreprise est réalisable, à condition de respecter un certain nombre de critères. Pour aider les dirigeants et les créateurs qui ont un besoin de trésorerie ou ont un projet d'investissement, la société aixoise d'expertise financière [Horizon Gestion Finance](#) propose « Finance Plus ». Dédié aux TPE et PME de la région, ce service a pour objectif de trouver des solutions de financement adaptées à chaque entreprise. [Plus d'info](#)

La banque d'investissement de BNP Paribas retrouve des couleurs

BNP Paribas a enregistré un bénéfice net de 1,9 milliard d'euros au premier trimestre, contre 1,6 milliard un an auparavant. Les analystes, qui s'attendaient à une contre-performance de la BFI, seront agréablement surpris. Son résultat avant impôt a atteint 514 millions. [Les Echos du 2](#)

5 conseils pour décrocher son crédit bancaire

En phase de création ou de lancement d'une activité, obtenir un crédit bancaire reste un passage obligé, souvent délicat à franchir... Or il n'est pas toujours évident d'arriver à convaincre son banquier. Comment mettre toutes les chances de son côté pour décrocher le fameux sésame ? [Chef d'entreprise du 9](#) [Lire la suite](#)

La Cepac vise la performance durable

Dans un environnement peu propice, la Cepac enregistre des résultats satisfaisants en 2018 et poursuit son engagement dans le développement économique des territoires. [Business du 13](#) [Lire la suite](#)

Dépassement des délais de paiement : les amendes augmentent !

La Loi de Modernisation de l'Economie de 2008 s'attaquait à un vrai problème des entreprises : les délais de paiement. La loi de 2014 introduisait une amende administrative de 375 000 euros. Fin 2016, la loi Sapin 2 a porté ce plafond à 2 millions d'euros. Etat des lieux des sanctions infligées. [Chef d'entreprise du 29 Lire la suite](#)

ECO-GENE

6 astuces pour mieux référencer votre site web sur Google

Le SEO est souvent perçu comme un projet technique et de long terme qui met des semaines voire des mois avant de produire des résultats. Pourtant il existe

quelques actions simples à mettre en place, des quick-wins, pour observer rapidement une amélioration du positionnement de votre site. [Chef d'entreprise du 13 Lire la suite](#)

La croissance révisée à la hausse à 1,7 % pour 2018

Les exportations ont progressé plus vite que ce que l'Insee estimait précédemment, avec une hausse constatée de +3,5 % en 2018. Cela amène l'office statistique à réviser en hausse de +1,6 % à +1,7 % la croissance du PIB l'an dernier, finalement peu impactée par la grève des cheminots du printemps et la crise des « gilets jaunes ». [Les Echos du 17](#)



ECO-FLASH

Est une publication d'Horizon Gestion Finance.

« Société d'expertise spécialisée en création, gestion et financement d'entreprises »

Toute reproduction à des fins commerciales est interdite. Directeurs de la publication Patrick C. Michel/Maÿlis Pion-Goureau.

Contact

HGF 930, rte de St Canadet 13100 Aix en Pce 04.42.24.15.09

www.tpepme.fr - contact.hgf@orange.fr